

Initiatives ministérielles

• (0050)

Quand je rencontre mes électeurs, je ne reçois pas du tout le même message que semble recevoir des siens mon collègue de Lambton—Middlesex. Cela dépend peut-être des questions qu'on leur pose ou des informations qu'on leur donne. Les siennes sont sans doute fort différentes des miennes.

Je respecte beaucoup le député de Lambton—Middlesex. C'est un honnête homme. Ce qui explique les résultats de ses consultations à Strathroy et à Elphinstone, c'est peut-être ses préoccupations politiques. M'est avis qu'il fait dire à ses électeurs ce qu'il veut entendre.

J'ai parlé récemment à des Japonais qui croient que nous sommes complètement idiots de n'avoir qu'une taxe sur les ventes des fabricants. Bon nombre d'autres pays le pensent aussi. Quand nous avons l'occasion de parler à des groupes de la TPS et de leur expliquer en quoi elle consiste, la majorité d'entre eux y sont favorables.

Des voix: Oh, oh!

M. James: Les députés d'en face n'en auront jamais l'occasion, parce qu'ils n'essaieraient pas d'expliquer. . .

Le président suppléant (M. Paproski): Le député d'Edmonton—Est invoque le Règlement.

M. Harvey (Edmonton—Est): Monsieur le Président, c'est avec stupéfaction que j'ai écouté le député dire que ses électeurs étaient, semble-t-il, majoritairement en faveur de la TPS. Le député peut-il nous dire à quel moment il a déposé une seule pétition en faveur de la TPS?

Le président suppléant (M. Paproski): Ce n'est pas vraiment un rappel au Règlement. Le ministre d'État chargé de la Privatisation invoque le Règlement.

M. McDermid: Monsieur le Président, le député aimerait sans doute savoir que certaines des pétitions que les députés de l'opposition ont portées l'autre jour au Cabinet du ministre des Finances appuyaient la TPS.

Le président suppléant (M. Paproski): Ce ne sont pas là des rappels au Règlement. Poursuivons le débat. Le député de Sarnia—Lambton dispose encore de deux ou trois minutes.

Des voix: À la poubelle, la taxe!

M. James: Monsieur le Président, je pense que vous voudrez vraisemblablement expliquer à vos électeurs la nature et l'utilité de la TPS. C'est ce que vous devriez faire, et nous vous y engageons.

Des voix: À la poubelle, la taxe!

Le président suppléant (M. Paproski): Le député dispose encore d'une minute. Après quoi nous entendrons le député de Mississauga—Sud.

M. James: Notre parti et notre gouvernement ont la volonté politique de faire ce qu'il faut relativement à la mise en application de la TPS. À maintes reprises, le gouvernement libéral s'était fait dire, même par le chef de l'opposition, qu'il devait appliquer une taxe à la valeur ajoutée. Nous avons la volonté politique de le faire. Ils en étaient dépourvus. À la longue, cette taxe fera des merveilles pour le Canada.

Le président suppléant (M. Paproski): Je sais que vous souhaitez tous demeurer ici après une heure; par conséquent, j'aimerais informer le député qu'il peut prendre la parole pendant 20 minutes s'il le souhaite.

Des voix: Bravo!

M. Don Blenkarn (Mississauga—Sud): Monsieur le Président, le débat ce soir a été long.

Des voix: Bravo!

M. Blenkarn: Et il y a beaucoup d'atmosphère dans la Chambre ce soir, mais nous avons à prendre une décision au sujet d'une question très importante. . .

Une voix: Comment vaincre la taxe.

M. Blenkarn: . . . soit le projet de taxer à la fois les produits et les services au moyen d'une taxe de vente multistades. Cette taxe a été décrite de nombreuses façons. On l'a décrite comme une bonne taxe sur les services. . .

Une voix: Non, non, non.

M. Blenkarn: On a dit beaucoup d'autres choses.

Une voix: Une mauvaise taxe.

Une voix: Une horreur.

M. Blenkarn: Mais il faut que je vous dise, monsieur le Président, que la structure multistades pour la taxe de vente est un autre moyen, et un moyen plus intelligent, de taxer la consommation au Canada. Les taxes à la consommation ont toujours fait partie de notre régime fiscal.